

POLICIERS-JOURNALISTES

Chacun défend son terrain !

Dans ces deux entretiens croisés, le directeur de la communication au niveau de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Djilali Boudalia, et le secrétaire général du Syndicat national des journalistes (SNJ), Kamel Amarni, reviennent sur la récente agression d'une journaliste et deux photographes de presse par des policiers. Ils livrent tour à tour leurs visions des rapports de force entre policiers et journalistes sur le terrain.

COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE DJILALI BOUDALIA, DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION À LA DGSN :

«Le policier ne doit pas se dresser en obstacle face au journaliste»

Entretiens réalisés
par Mehdi Mehenni

Le Soir d'Algérie : Quel regard portez-vous sur la récente agression d'une journaliste et des deux photographes de presse par des policiers ?

Djilali Boudalia : Le geste des policiers responsables de ces actes est condamnable, d'autant plus que nous les considérons contraires aux lois de la République et aux instructions de la hiérarchie. Pour nous, il s'agit d'une violence injustifiée et nous ne tolérons cela sous aucun prétexte. Ce sont des cas isolés et l'enquête diligentée par nos services, malgré le refus des victimes de porter plainte, a permis de sanctionner les fautifs. Cependant, ces cas ne peuvent nullement être assimilés à une volonté de nuire à la corporation journalistique.

Comment un policier peut-il se dresser comme un bouclier face à un journaliste dans l'exercice de son métier ?

En aucun cas le policier ne peut se dresser en obstacle face à un journaliste dans l'exercice de son métier. Les dépassements ne peuvent nullement, d'ailleurs, servir de prétextes ou de justificatifs. Nous condamnons la violence d'où qu'elle vienne, d'autant que nous la considérons exogène à la corporation et n'a plus raison d'exister dans les rangs de la Police algérienne.

Une telle attitude ne peut-elle pas découler d'une mauvaise compréhension du rôle de chacun ?

Chacun a un rôle à jouer

comme chacun doit apporter sa contribution pour servir la société. Le journaliste informe et éclaire l'opinion publique, le policier protège le citoyen et veille au respect des lois de la République. Nous ne pouvons, d'ailleurs, imaginer une société sans l'un ou l'autre. Les deux métiers sont complémentaires.

De notre côté, nous avons engagé un véritable travail de fond pour que les choses soient claires. Le policier est aujourd'hui conscient que chacun a une mission précise.

De tels comportements ne nuisent-ils pas à l'image de l'institution de la police ?

Pour nous, c'est un incident

clos. Nous devons avancer. Cela ne doit pas rester un point noir dans l'image de la police. Nous demandons aussi la compréhension des journalistes.

Existe-t-il, à vos yeux, une situation de crise, voire une impasse entre policiers et journalistes ?

Cet incident n'est pas un signe de mauvais rapports entre les deux.

Nous partons du principe que s'il y a eu depuis deux ans des milliers de sit-in et qu'aucune plainte n'a été déposée par un journaliste pour agression policière, c'est qu'il n'existe pas de situation de crise.

Maintenant, s'il y a eu quelques mécontentements de la part de

journalistes, nous essayons toujours de les arranger à l'intérieur de nos rangs.

Policiers et journalistes sont-ils condamnés à vivre des rapports de force sur le terrain ?

La cohabitation entre policiers et journalistes a toujours existé et il y a des hauts et des bas comme dans toutes relations. Maintenant, il faut savoir tirer les enseignements du passé pour aller de l'avant.

Mais puisqu'il y a une grande volonté de la part de la hiérarchie de bannir ce genre de comportement, nous sommes convaincus que nos rapports avec la presse ne peuvent être que pour le mieux.

M. M.

KAMEL AMARNI, SG DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES :

«Les rapports entre la presse et les services de sécurité sont par nature complexes»

Le Soir d'Algérie : En tant que journaliste et représentant syndical, quel sentiment avez-vous à chaque fois qu'il y a une agression policière sur un confrère ?

Kamel Amarni : Je suis naturellement scandalisé par toute agression à l'encontre d'un journaliste ou un représentant de la corporation tous corps confondus. Que cette agression émane de la police ou autre.

Quelles sont les conséquences immédiates que peuvent avoir de tels agissements sur l'exercice et aussi sur l'avenir de la profession ?

Je dois d'abord préciser que les dernières agressions enregistrées relèvent de cas isolés.

Ce n'est pas un comportement systématique des agents de l'ordre. Nous enregistrons ce genre de dérapage lorsqu'il y a foule, manifestations d'ordre social, politique, sportif ou autre. A chaque fois qu'il y a une agression d'un confrère, le Syndicat réagit et agit. Nous

dénonçons et exigeons des sanctions à l'encontre des agresseurs. D'ailleurs, c'est ce qui a été demandé lors de la dernière agression. Chaque cas doit être sanctionné sévèrement, de même que nous demandons aux confrères victimes de tels actes de se manifester et notamment déposer plainte.

L'opinion publique n'est-elle pas privée dans de pareils cas de son droit à l'information ?

Pendant des années, le journaliste a fait face à la menace terroriste. Ce n'est donc pas aujourd'hui qu'il se résignera à de simples pressions, fussent-elles policières.

Ne pensez-vous pas qu'il arrive que certains journalistes outrepassent leurs droits ?

Avant février 2011, l'administration justifiait des mesures restrictives, étant donné l'état d'urgence. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Le journaliste a non seulement le droit mais aussi le devoir d'assurer des couvertures de toutes manifestations publiques de quelque nature qu'elles soient. Aucune loi ne restreint le

journaliste à exercer son métier, quand cela reste dans un cadre éthique. Ni la police ni aucune autorité publique n'ont le droit de s'y ingérer.

Pouvez-vous nous décrypter la progression des rapports entre policiers et journalistes depuis la création de la presse privée ?

Les rapports entre la presse et les services de sécurité sont par nature complexes. Et cela partout dans le monde.

A plus forte raison dans un pays comme l'Algérie qui a connu le terrorisme, où policiers et journalistes luttent côte à côte. Et en d'autres périodes de troubles majeurs où ils étaient face à face.

Car il ne faut pas oublier que les policiers et les professionnels de la presse étaient parmi les cibles les plus privilégiées de cette période. Mais ça reste comme le jeu du chat et de la souris. Le policier est payé pour empêcher le journaliste de faire certaines choses, et ce dernier est justement rémunéré pour les faire.

Avez-vous l'impression qu'il y a de plus en plus d'acharnement policier contre les journalistes et pourquoi ?

L'impression n'est pas qu'il y en ait plus ou moins, mais c'est qu'on en parle de plus en plus. De tels actes ne passent plus inaperçus au niveau de l'opinion publique en général.

Nous avons toujours eu en tant que syndicat à traiter de nombreuses affaires de ce type. Mais depuis un an, cela n'a plus le même retentissement médiatique.

A quel point pensez-vous que la nature des rapports entre policiers et journalistes peut-elle influencer sur la crédibilité de la profession ?

La crédibilité de la profession journalistique, de mon point de vue, ne dépend pas forcément d'une face-à-face ou d'une complaisance grossière avec la police. En tant que journalistes, nous avons notre code déontologique, et chacun exerce son métier comme bon lui semble.

M. M.

ILS ONT PARALYSÉ LES TRIBUNAUX

La grève des greffiers largement suivie

Le mouvement de grève de trois jours initié par le syndicat des fonctionnaires de la justice, depuis mardi, a été suivi à plus de 96%, a annoncé le syndicat de cette corporation. Un rassemblement est prévu ce samedi devant le ministère de la Justice. Les grévistes dénoncent le silence de la tutelle et demandent la satisfaction de leurs droits socioprofessionnels.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le mouvement de grève des greffiers prend fin aujourd'hui. Mais pas de répit pour cette corporation qui

compte revenir à la charge dès ce samedi. La fédération nationale du secteur de la justice affiliée au Snapap, initiatrice de ce mouvement, a lancé un appel pour un rassemblement devant le ministère de la Justice. Se félicitant de la forte mobilisation des greffiers, Mourad Ghedia, président de la fédération, avance un taux de suivi de la grève de plus de 96% lors de son deuxième jour. Dans certaines régions, le mouvement a été suivi à 100 %, a-t-il souligné.

«Dans la capitale, hormis la cour de Ruisseau, dont le mouvement a été timidement suivi, l'ensemble des tribunaux ont été à l'arrêt y compris la Cour suprême», a souligné le syndicaliste qui a ajouté que les grévistes «subissent depuis le premier jour de la contestation toutes formes de

menaces et d'intimidations». Les fonctionnaires de la justice, qui sont à leur quatrième mouvement de grève depuis le début de la contestation en février 2011, revendiquent «une révision de leur statut particulier digne de leur profession et un règlement de leur situation socioprofessionnelle et l'ouverture du dialogue avec les représentants légitimes des greffiers». Ils demandent également, tout comme les magistrats, de ne plus dépendre du secteur de la Fonction publique.

Sans la satisfaction de ces revendications, les greffiers ne comptent pas mettre fin à la protestation. Selon leur fédération, une réunion est prévue cette fin de semaine pour décider des suites à donner à leur mouvement.

S. A.

Sicom 2012 : grand engouement au stand Djezzy

Comme d'habitude, Djezzy est l'une des attractions du Sicom 2012 qui est ouvert du 10 au 16 du mois en cours. Outre la visite de M. Benhamadi, ministre des PTIC, le stand du leader de la téléphonie mobile en Algérie a drainé une grande affluence de clients, de curieux et de fans, désireux de se rapprocher de l'opérateur préféré des Algériens. Leurs questions, souvent pertinentes, ont trouvé les réponses adéquates chez nos représentants. Bien entendu, les professionnels et chefs d'entreprise n'ont pas été en reste. Ils ont même été en nombre.

Certains d'entre eux sont des partenaires depuis une dizaine d'années, d'autres veulent le devenir. Les commerciaux de Djezzy leur ont dévoilé les clefs qui peuvent leur permettre d'accéder à un autre palier commercial.

Parmi ces clefs, il y a la très demandée offre Crédit Flotte qui permet aux chefs d'entreprise une gestion optimale de leur budget de téléphonie. Il y a aussi la solution Black Berry, dont Djezzy est le pionnier en Algérie et même au Maghreb !

Cette solution permet d'offrir le Black Berry dans toute sa dimension et son efficacité, car outre le fait de rester connecté à l'entreprise en gérant à distance, elle intègre aussi le roaming ainsi qu'un certain nombre d'autres options. D'autres solutions et offres alléchantes sont actuellement exposées à notre stand du Sicom.